



En espérant que ce bulletin arrive avant ...



## PROGRAMME CI-JOINT : VENEZ NOMBREUX !

**13, 14 Juin 2015, Guéret a accueilli la Convergence Nationale des Collectifs de Défense et de développement des Services Publics.**

Retour aux sources, 10 ans après sa naissance à Guéret le 5 Mars 2005 dans un berceau de neige !

Après les conférences/débats le matin, l'exploration des différents stands, la mobilisation de quelques 5000 personnes le samedi 13 Juin (qui ont défilé joyeusement dans les rues de Guéret, avant que l'orage ne les disperse), il y a eu les Assises Nationales Des Services Publics (S.P) du 21ème siècle le dimanche 14 Juin en matinée, ces Assises étant vues comme force de propositions.

Organisations syndicales, associatives, politiques ont mis en débat l'idée du Service Public au 21ème siècle. Plus de 300 personnes ont conclu ce rassemblement en lançant « l'Appel de Guéret », appel pour la défense, la reconquête, la réinvention et le développement des S.P.

A partir de là, la Convergence va établir un document, socle commun pour étayer et nourrir les luttes locales et les débats publics à venir.

La semaine suivante, ATTAC 23 organisait son Alter Café de Juin sur le thème :

**« Services Publics au 21ème siècle, idée ringarde ou réponse aux crises actuelles ? »**

Les S.P sont sans cesse dénigrés dans un contexte de politique libérale où ils sont en concurrence avec la puissance du privé.

Dans une société fragilisée par la crise, qui provoque des mutations sociétales rapides, les S.P sont de plus en plus nécessaires pour amortir les conséquences des politiques d'austérité. Ils sont indispensables, qu'ils soient locaux ou nationaux et restent fondamentaux car ils sont organisateurs, vecteurs d'égalité. Ils donnent un accès effectif aux droits fondamentaux, favorisent la mise en commun et à la répartition des richesses, participent à la

mise en œuvre des solidarités.

Ils sont garants pour faire prévaloir l'intérêt général sur l'intérêt particulier. Leur prise en compte est indispensable pour penser l'aménagement des territoires, la transition écologique, ... D'où l'idée qu'il y a nécessité à organiser une reconquête des politiques publiques des S.P.

L'Appel de Guéret tente une actualisation de la définition des S.P pour que les citoyens s'en emparent, pour que ce texte soit force de propositions des Convergences Locales en lutte. Les S.P ne doivent pas devenir des variables d'ajustement de la recherche du profit comme l'introduisent les réformes successives dont la réforme territoriale en cours.

Les Assises sont un point de départ pour installer dans la durée la préoccupation des citoyens vis à vis des S.P. Remarque : 300 personnes présentes aux Assises le 14 Juin, représentant le noyau dur des consciences. C'est peu à l'échelle d'une mobilisation nationale !

Comment fédérer plus largement, conscientiser les jeunes en particulier, qui pour la plupart ne savent pas comment se sont construits puis déconstruits les S.P ? Comment remettre de l'Humain au cœur des différentes mobilisations ? Comment faire des S.P d'intérêt général, notre Bien Commun ?

La discussion animée pendant l'Alter Café a porté sur ces questionnements. Pourquoi ne pas appliquer l'idée des Conventions Citoyennes défendue par Jacques Testard ?

Vous pouvez consulter le site de La Convergence Nationale de Défense et de Développement des Services Publics: [www.convergence-sp.org](http://www.convergence-sp.org) ou le mél : [convergenceservicespublics@gmail.com](mailto:convergenceservicespublics@gmail.com)

Nicole pour Attac 23

## *Appel de Guéret, le 14 juin 2015*

*de la Convergence nationale de défense et de développement des services publics*

*Nous, citoyens, usagers du service public, militants syndicaux, associatifs, politiques, élus, collectifs de la Convergence, coordinations, lançons aujourd'hui un appel pour la défense, la reconquête, la réinvention et le développement des services publics.*

*Des services publics, créateurs de richesses, au service de la satisfaction des besoins et des droits fondamentaux, de la redistribution des richesses produites et s'inscrivant clairement dans la transition écologique.*

*Des services publics bénéficiant de financements pérennes au moyen notamment d'une véritable réforme fiscale et d'un contrôle public des banques et les organismes financiers.*

*Des services publics au sein desquels les citoyens doivent disposer de nouveaux droits sur l'expression des besoins de service public et leurs modalités d'exercice.*

*Des services publics assurant les principes de solidarité, d'égalité de traitement notamment entre les femmes et les hommes, de continuité et d'égal accès, sur l'ensemble du territoire*

*Des services publics, dans les territoires, en France et en Europe, pour combattre l'austérité et sortir de la crise.*

*Nous appelons au renforcement des collectifs et comités existants et à la création de nouveaux collectifs de la Convergence sur l'ensemble du territoire pour engager cette bataille dans la durée*

*Nous appelons à l'organisation d'assises locales dans l'objectif d'adopter, en 2016, un manifeste, outil de mobilisation pour les services publics.*

*Nous nous inscrivons dans toutes les mobilisations, territoriales et professionnelles, pour les services publics et la protection sociale, en France, en Europe et dans le monde, en 2015.*

## ***Depuis l'Université d'été d'Attac à Marseille, le travail et le revenu en question***

Selon les mots mêmes de Jean-Marie Harribey, l'atelier sur le revenu de base qu'il a proposé le 27 août a fait le choix de se passer de la contribution de Bernard Friot parmi ses invités. Les thèses de celui-ci et de Réseau Salarial se sont malgré tout invitées dans le débat, portées d'une part par notre comité local Attac 19 mais aussi par de nombreux participants dans la salle, qui se les sont appropriées.

Concernant les intervenants, l'apport de Baptiste Mylondo, du mouvement pour la décroissance, a été décisif, contrastant avec la coloration consensuelle réformiste des autres intervenants. La Commission Genre, Jean-Marie Harribey et Anne Eydoux se sont en effet obstinés à en appeler au plein emploi et à la réduction du temps de travail comme seuls outils d'émancipation. Mais des propositions non capitalistes pour cette émancipation ont émergé, pour une réappropriation

et une gestion populaire de la valeur économique, et il s'agit maintenant de les intégrer réellement au débat sur le travail au sein d'Attac afin d'abord de les connaître et de les approfondir. C'est à cela que notre comité s'emploie depuis deux ans.

Nous avons bien noté que pour Jean-Marie Harribey, les thèses de Réseau Salarial n'ont rien à voir avec l'ensemble des autres propositions que l'on peut réunir sous la désignation de « revenu de base », forme d'allocation versée par l'Etat. Nous nous réjouissons que Jean-Marie Harribey propose qu'un débat spécifique sur le salaire à vie avec la participation de Bernard Friot soit organisé dans l'avenir par Attac. En septembre, Attac 19 invitera tous les adhérents intéressés à travailler au projet d'émancipation du travail et salaire à vie par le biais d'une liste qui sera mise en ligne sur le site d'Attac.

Attac 19

## ***Pourquoi la démocratie et la 5ème République sont-elles moribondes ?***

Nous avons de plus en plus de difficultés à comprendre les changements de notre société. Tous les codes (commerce, politique, médiatique, moral...) changent à vitesse "grand V" et même en arrivent à être à l'opposé des anciens.

Quand on regarde ce qui se passe en Europe et plus particulièrement en France, de nombreuses lois sont votées et semblent être complètement

indépendantes les unes aux autres. La loi dite "Macron", la loi sur le renseignement, réforme territoriale qui sont les plus connues semblent être très éloignées mais à y regarder de plus près elles vont toutes dans le même sens. Mais j'y reviendrai un peu plus loin.

Pour mieux comprendre cette nouvelle société que nous connaissons aujourd'hui il faut remonter aux

années 70/80. Je vais reprendre quelques phrases de l'article d'Ingmar GRANSTEDT qu'Attac87 a reproduit sur son site. Pour lui, *"A partir des années 1980, commence le virage ultra-libéral, scandé par ses trois principes : déréglementation, privatisations, réduction des dépenses publiques. C'est l'attaque contre les politiques de régulation économique keynésiennes, contre l'Etat-providence, contre la redistribution de type social-démocrate qui tempère les effets du capitalisme. Cela commence en fait en Amérique latine. On connaît les programmes de « restructuration » imposés par le Fonds monétaire internationale (FMI) pour forcer ces pays à rembourser leurs dettes. D'où des coupes sombres dans leurs dépenses sociales, des privatisations massives, mais aussi un affaiblissement réel de ces Etats face aux exigences extérieures. Cela se poursuit ensuite aux Etats-Unis avec Reagan, en Angleterre avec Thatcher. Mais l'Union européenne n'est pas de reste : ses traités successifs finissent par instituer la primauté de la « concurrence libre et non faussée », au point de converger avec l'ultra-libéralisme. On en arrive ainsi à la déréglementation des banques et au capitalisme financier avec un champ d'action mondial et sans entraves."*

Ce changement ne vient pas de nulle part, quelques années plus tôt, le 18 mai 1976, à l'ambassade de France aux Etats-Unis, le président Valéry Giscard d'Estaing, le président Gerald Ford et le secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger, créent une fondation franco-américaine, la French-American Foundation (FAF) qui lancera le programme "Young Leaders" en 1981. L'objectif, mettre en pratique les idées de l'économiste Milton Friedman de l'école de Chicago qui préconise la baisse des déficits par le démantèlement des services publics aux dépens de l'intérêt général... la privatisation, la déréglementation du droit du travail et la réduction des dépenses sociales... pour le plus grand profit des multinationales.

Et dans la même veine, selon le blog <http://blogdejocelyne.canalblog.com/archives/2015/07/29/32420909.html> entre autres: François Hollande, est recruté en 1996, par cette même FAF ainsi que neuf autres français (la sélection est très sévère). Milton Friedman et ses Chicago's boys, conseillent Nixon, Reagan, Thatcher, grands destructeurs de services publics pour une liberté totale du capitalisme.

Il n'est point question ici d'une quelconque « théorie du complot » mais plutôt, dans ces adouvements par la "French-American Foundation", d'un révélateur idéologique fort d'une partie du personnel politique national.

Un seul objectif, le profit maximum pour les grands actionnaires en employant, sur la population, tous les moyens de pression que peuvent avoir ces grandes puissances d'argent. Tout cela affecte la population qui se retrouve en état de choc provoqué par le décalage entre les événements et le manque d'informations qui empêchent l'analyse et donc les réactions adéquates... Selon les pays, selon les rapports de force. Du Chili de Pinochet à la Grèce d'aujourd'hui, le radical-capitalisme triomphe. Dans les deux cas, la population perd ses repères, très rapidement par la répression, lentement mais sûrement par la corruption.

En 2012, François Hollande est le premier "Young Leaders" à accéder à la fonction de chef d'Etat. Dans son gouvernement, cinq autres ministres "Young leaders" : Pierre Moscovici, A. Montebourg, M. Touraine, N. Vallaud-Belkacem, A. Morelle (discours du Bourget avec "mon ennemi c'est la finance" c'est lui), E. Macron, F. Pellerin.

François Hollande, c'est le changement dans la continuité du programme de la FAF déjà mis en œuvre sous Sarkozy, avec A. Juppé, V. Pécresse, N. Kosciusko-Morizet, L. Wauquiez, J. Bougrab...eux aussi "Young leaders". L'idéologie économique allemande, avec "l'ordolibéralisme" prônée entre autres par Ludwig Erhard dans l'après-guerre et H.W. Sinn aujourd'hui (voir le monde diplomatique août 2015), est très proche de celle de Friedman.

Ce qui est en train de se préparer maintenant confirme que cette vaste offensive continue et même se renforce. De très nombreux "ALE" (Accord Libre Echange) sont soit ratifiés (ALENA en 1994 Canada-USA-Mexique), CETA (Canada-EU) en attente de ratification, soit en cours de négociations (seize pays d'Afrique de l'Ouest (AO-EU) et sept de l'Afrique australe avec(AA-EU), AECG (Canada-EU), ACS (Accord sur le commerce des services soit la privatisation des services publics), APTP (Accord partenariat Trans-Pacifique entre 12 pays d'Asie, d'Océanie et d'Amérique, dont les Etats-Unis bien sûr), et le Tafta (USA-EU). De l'aveu même des artisans de l'APT (appelé aussi TAFTA, TTIP, GMT...), l'objectif premier des "ALE" est d'imposer « *l'élimination, la réduction ou la prévention de politiques nationales superflues* ». C'est-à-dire, précise Lori Wallach, « *tout ce qui ralentit l'écoulement des marchandises, comme la régulation de la finance, la lutte contre le réchauffement climatique ou l'exercice de la démocratie* ».

Contrairement à certains pays en voie de développement, l'Union européenne et les Etats-Unis ont des systèmes juridiques suffisamment fiables pour garantir les investisseurs contre des

spoliations pures et simples. Mais " en les plaçant malgré tout sous la tutelle de tribunaux spéciaux, le TAFTA démontre que son objectif n'est pas de protéger les investisseurs, mais bien d'accroître le pouvoir des multinationales "(Lori Wallach). Au fur et à mesure de l'amplification du "tout marché", du "tout privé" les états sont englobés dans cette logique et ne disposent plus que de la possibilité marginale d'en gérer tant bien que mal les conséquences, ce qui les met dans une position d'être beaucoup plus manipulables, dans un contexte d'explosion des nouvelles technologies. C'est pour cela que la loi sur La réforme territoriale a été tricotée en un temps record. Cette loi permet à l'état de se désengager de nombreuses responsabilités (afin de les disperser à des structures plus petite mais assez grandes pour avoir une stature assez importante) et d'assurer à ce capitalisme-absolu une bonne assise.

*Pour Ingmar GRANSTEDT: " Les gouvernements n'agissent pas sur les causes du chômage, mais tripotent à l'infini les modalités de sa gestion. Ils n'agissent pas sur les causes du mal-être des jeunes des quartiers de banlieue, mais redéfinissent les missions de la police, mettent en place de nouvelles techniques de surveillance". C'est « l'Etat sécuritaire ». « Pour raisons de sécurité », la vidéo-surveillance envahit les rues et les places publiques, l'identification et le traçage des citoyens se sert de leurs empreintes digitales, leur iris, leur voix, leurs appels téléphoniques, etc. Pour Giorgio Agamben: "L'axiome tacite, qu'il faut bien prendre ici le risque d'énoncer, est : "Tout citoyen – en tant qu'il est un être vivant – est un terroriste potentiel." Mais qu'est-ce qu'un Etat, qu'est-ce qu'une société régis par un tel axiome ? Peuvent-ils encore être définis comme démocratiques, ou même comme politiques ? ». Et les citoyens finissent par s'habituer à l'idée que « le rapport normal entretenu avec eux par l'Etat soit le soupçon, le fichage et le contrôle ». Et là la loi sur le renseignement surgit.*

Ainsi, aux USA, les dirigeants de Google, Microsoft, Yahoo, Facebook, Apple, America On Line (AOL), ont collaboré avec la National Security Agency (NSA), « l'aidant à contourner les logiciels de cryptage » pour espionner la majorité des citoyens américains, et même des hommes politiques européens? Pour reprendre la formule du spécialiste Tom Engelhardt. " Cela se fait " grâce à la complicité de nombreux acteurs, des moteurs de recherche aux sites d'achat en ligne, des réseaux sociaux aux opérateurs de télécommunications ".En France, avec la loi sur le renseignement ces mêmes multinationales auront le même comportement. Est-ce si différent des pratiques des

services secrets étatiques qui cherchent à épier les citoyens ?

Pour en revenir aux propos du début, toutes les lois votées vont bien dans le même sens, celui de la déréglementation et de la mise sous pression de la population aidée en cela par certains médias mis en exergue dans le documentaire " Les nouveaux chiens de gardes " de G. Balbastre et Y. Kergoat. Je ne parlerais pas de la pression sur les usagers de la route avec la vitesse et les radars, et la multiplicité des lois qui entraîne la peur de la police.

Toute les déréglementations se mettent en place avec le TAFTA et autres ALE : privatisation des services publics et extension de la sphère marchande et concurrentielle à tous les aspects de la vie publique et privée des individus ; accélération permanente des flux commerciaux à travers le monde ; subordination des Etats nationaux aux « bénéfices escomptés » des investisseurs étrangers, grâce à un système très spécial d'arbitrage ; paralysie du pouvoir de légiférer et de réglementer des Etats, sauf à la baisse, et de leurs collectivités territoriales, ainsi que de l'Etat fédéral américain et de la Commission européenne ; intégrisme technoscientifique ; mépris de la démocratie et extension des pratiques policières de surveillance étatique, avec la complicité des multinationales ; management par la peur et le stress et répression des syndicats ; délocalisation et sous-traitance pour exploiter la main-d'œuvre la plus pauvre au profit des consommateurs aisés ; partout où c'est possible, recours à la violence des pouvoirs publics contre les habitants pour réaliser au plus vite les projets d'investissement (Sivens, NDDL...).

La mise sous pression de la population avec la loi sur le renseignement qui, sous couvert de terrorisme, met tout individu récalcitrant en ligne de mire et par la même occasion montre à tous les autres les risques de se révolter. Ainsi les multinationales peuvent tranquillement faire leur « business » avec la complicité tacite des gouvernants.

Stéphane Hessel disait "*Indignez-vous*" alors indignons-nous car notre seul salut pour contrecarrer ce capitalisme-autoritaire est que les peuples se soulèvent et s'engagent dans un autre projet de société, les Grecs ont commencé, les Espagnoles sont dans cette stratégie, alors les Français qui ont un poids considérable en Europe, quand vont-ils relever la tête ?

Ce ne sera pas facile, mais toute résistance à ce système oligarchique, dont les potentialités n'ont malheureusement rien à envier aux totalitarismes d'antan, ne se fera pas en faisant l'autruche.

## Allilengui avec le peuple grec

Le jeudi 18 juin à l'initiative d'Attac 87 et en collaboration avec la CGT 87 et Attac 23, était projeté au Lido le film de Philippe MENUT « La tourmente grecque ». 80 personnes assistaient à cette représentation. A l'issue du débat qui suivait le film, il était proposé la création un collectif de soutien au peuple grec.

Un collectif supplémentaire, pourquoi pas ? à condition qu'il soit souple et mobilise peu de moyens. C'est ce qui a été décidé à la réunion de constitution le mardi 30 juin. Étaient présents des personnes physiques à titre individuel et d'autres membres des mouvements : PG et Front de Gauche, UP Saint Léonard, Alternatives et Autogestion 87, Ensemble, Attac 87, Collectif Roosevelt 87, collectif ici-ensemble, Le chemin Limousin, Lou Pelou. Il a été nommé « Allilengui avec le peuple grec » ou plus simplement « Allilengui ». « Allilengui » signifie solidarité en grec. La dernière réunion du collectif le 18 août a décidé de plusieurs actions : la tenue d'un stand à Alternatiba, la projection de l'avant-dernier film de Yannis Youlountas « Ne vivons plus comme des esclaves » (déjà projeté à Limoges, début 2015), certainement à l'espace El Doggo, s'associer à la projection organisée le 12 novembre au Lido par « Mémoire à vif » du dernier film de Yannis Youlountas « Je lutte donc je suis ».

« Allilengui » sera en lien avec deux collectifs nationaux : « Solidarité France Grèce pour la santé. » (<https://solidaritefrancogrecque.wordpress.com/>) et le collectif unitaire « avec la Grèce » (<https://grecefrance-resistance.wordpress.com/>), collectif qui est en recomposition. Car les différentes décisions et événements de cet été en Grèce ont provoqué interrogation et divisions ; rappelons les rapidement : la position prise par le premier ministre Alexis Tsipras d'accepter le troisième mémorandum imposé par la « Troïka », la fermeture anticipée de la Vouli ( Le Parlement Grec ), l'annonce de nouvelles élections parlementaires pour le 20

septembre, le renoncement au programme de Thessalonique (les mesures-phares d'engagement de gouvernement qu' Alexis Tsipras alors président de la Coalition de Gauche Radicale SYRIZA avait présenté le 13 septembre 2014 ), le refus d'utiliser les conclusions de la « commission pour la vérité sur la dette grecque », initiée par Zoe Konstantopoulou, présidente de la Vouli (voir sa déclaration remarquable : <http://blogs.mediapart.fr/blog/monica-m/290815/zoe-konstantopoulou-le-14-août-2015>), les déclarations et les révélations de l'ancien ministre des finances Yannis Varoufakis sur les négociations avec la troïka (voir son formidable discours à Frangy : <http://blogs.mediapart.fr/blog/monica-m/250815/yannis-varoufakis-frangy>), la création d'un nouveau parti par l'aile gauche de Syriza appelé « Unité populaire ». Ces interrogations, nous les retrouvons aussi au sein du collectif « Allilengui ». En attendant d'avoir une discussion approfondie et documentée sur la situation actuelle en Grèce, le collectif a pour le moment deux objectifs partagés par tous :

- 1) mener des actions de solidarités concrètes en matière de santé avec les dispensaires autogérés en lien avec l'association « Solidarité France Grèce pour la santé. »
- 2) lutter contre la désinformation orchestrée dans les médias sur la situation en Grèce et sur les négociations entre la Grèce et ses créanciers.

Si vous souhaitez être tenu au courant des actions menées et des informations données, inscrivez-vous gratuitement à l'adresse : [allilengui87@orange.fr](mailto:allilengui87@orange.fr)

JPB

## Un pelou sans piquant ?...

Ca y est ! « Le Pelou », notre monnaie locale complémentaire est en circulation.

Elle était en gestation depuis 2013 et grâce au travail de l'association fondatrice « Le Chemin Limousin » et aux efforts de nombreux bénévoles, elle a été lancée le 30 mai 2015.

Aujourd'hui 95% de la masse monétaire mondiale est consacrée à l'industrie de la finance et à la spéculation. L'heure est plus que jamais aux monnaies locales complémentaires.

Au service du citoyen, elles permettent de réorienter ses achats vers les commerçants de proximité et de favoriser les circuits courts. 22 monnaies locales complémentaires circulent déjà en France ([www.monnaie-locale-complementaire.net](http://www.monnaie-locale-complementaire.net)) et dans de

nombreux pays, Allemagne, Angleterre, Grèce, Etats-Unis, Canada...

Le pelou est disponible en coupon d'une valeur de 1 à 50 (1 pelou = 1 Euro). Né dans le sud de la Haute-Vienne, il pourrait, avec l'augmentation du nombre d'utilisateurs et d'entreprises prestataires, s'étendre rapidement à tout le département. Plus de 50 commerçants, artisans et associations acceptent déjà le paiement en pelou.

Vous souhaitez participer à son développement en utilisant le pelou à titre individuel ou en l'acceptant comme moyen de paiement si vous êtes une entreprise ? Contactez l'association « le chemin limousin » (09 51 20 11 89 / [www.lecheminlimousin.com](http://www.lecheminlimousin.com)).

L'adhésion annuelle est de 10€ minimum. Les entreprises souhaitant devenir prestataire doivent soumettre leur demande d'adhésion à l'association et accepter une charte éthique. Elles seront ensuite inscrites sur un annuaire papier, internet ou afficheront un macaron sur leur vitrine.

Vous pourrez également rencontrer les membres du « Chemin Limousin » à Alternatiba, le 13 septembre 2015.

NB : Le Pelou pique quand même un peu les doigts, si vous en conservez trop longtemps des liasses sous votre matelas ... il se dévalorise !

BRC

## *Physalis et Potimarrons*

### Association pour le Maintien de l'Agriculture Paysanne - ***pour des échanges ville-campagne***

Petit historique : David, le maraîcher, installe son activité avec le groupe de consommateurs après deux saisons de maraîchage biologique en même temps qu'il restaure une ferme qui fut laissée à l'abandon pendant quinze ans, située dans un hameau du sud-ouest creusois à 45 minutes de Limoges. Sept années d'expériences maraîchères ont précédé son installation agricole en janvier 2009.

Pourquoi amener des légumes creusois sur Limoges ?

En restant sur ce territoire très rural, un choix est de faire du complément de jardin : beaucoup ici ont la possibilité de trouver un bout de terrain pour y cultiver quelques légumes et les Creusois ont la culture de l'autonomie : les anciens, mais aussi les nouveaux arrivants, qui souhaitent se rapprocher de la nature. Cette réalité a été anticipée en installant les serres qui permettent de proposer des légumes avant qu'ils n'arrivent dans les potagers. Heureusement pour la

réalité économique de son entreprise, tout le monde n'a pas le goût du jardinage, et quelques familles viennent se ressourcer l'été en Creuse dans leur maison de campagne. Les marchés estivaux sont ainsi très actifs, mais se rendorment très vite dès septembre alors que les maisons secondaires se vident et que les potagers offrent de belles récoltes. Cette chute des ventes coïncide avec le pic de production. Le besoin des citadins apparaît alors... Un partenariat (type Amap) avec un groupe de consommateurs sur le bassin de Limoges est donc proposé en 2010 ... L'exploitation correspond maintenant à une parcelle de près d'un hectare sur laquelle trois tunnels maraîchers sont montés. C'est un jeune couple, Irène et Jean-Benoît, qui assure l'activité cette année, sur les terres de David, avant de se mettre à leur compte sur leurs propres terres plus tard. Ils travaillent avec Arion, un âne arrivé également cette année qui semble s'être bien habitué...

***Les légumes sont excellents, l'ambiance est sympathique, mais le nombre de paniers est insuffisant pour que l'activité soit viable et que l'aventure se poursuive ... rejoignez nous !!!***

#### Qui ?

Des consommateurs partenaires et solidaires d'un maraîcher bio.  
Une ferme située dans un hameau limousin des Monts et Barrages.  
Des producteurs qui cultivent la terre en bio et souhaitent vivre de leur travail.

#### Comment ?

En créant des relations entre producteur et consomm'acteurs qui garantissent l'écoulement de la production à niveau constant et assurent un revenu équitable et régulier au maraîcher.

#### En pratique

Des paniers de légumes hebdomadaires d'avril à décembre, Sur un lieu de distribution (secteur Feytiat) le mardi de 18h à 19h, Un coût moyen de 15 € pour un panier de 4 personnes, lissé sur la saison de production.

Les consomm'acteurs

- s'engagent à récupérer un panier de légumes chaque semaine, représentatif de ce que le jardin offre et soumis aux aléas de production.
- participent à tour de rôle à la répartition des légumes sur le lieu de distribution.

#### Pourquoi ?

Renforcer une agriculture paysanne locale de qualité, pour manger bon et sain, au juste prix,  
Créer un partenariat pour une agriculture respectueuse de l'environnement.

#### Mais aussi

Des échanges hebdomadaires entre producteurs et consommateurs, Organisation de journées cueillette collective, de temps conviviaux...  
Chaque consomm'acteur est invité à participer de la façon qui lui convient le plus.

#### Contacts

**Productrice : Irène BEIDNER**  
**Le Pommier – 23400 Saint-Moreil**  
**05 55 64 01 62 jardin@ligodu.info**

**Consomm'acteurs : Murielle Girard**  
**05 55 09 62 61 ou 06 84 89 55 09**  
**murielle-girard@orange.fr**



*Ceci n'est pas une publicité, si vous connaissez d'autres initiatives locales de même nature, n'hésitez pas à nous envoyer votre article !*

Sommaire	Page	Sommaire	Page
Guéret et les Services Publics	1-2	Allilengui avec le peuple grec	5
Université d'été, Travail et Revenu	2	Un pelou sans piquant ?	6
Démocratie en danger	2	Physalis et Potimarrons	6
ENCARTS : Panier du militant Flyers		Programme Alternatiba	